



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 9 NOVEMBRE 1907.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3277

Proclamation

Canada, }  
Province de } L. A. JETTÉ.  
Québec. }

[L. S.]  
EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

À Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEPTIÈME jour de NOVEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE mil neuf cent sept, auquel temps vous étiez tenus

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 9th NOVEMBER, 1907.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3278

Proclamation

Canada, }  
Province of } L. A. JETTE.  
Quebec. }

[L. S.]  
EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec on the SEVENTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SEVENTH day of the month of NOVEMBER, one thousand nine hundred and seven, at which time,

et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le DIX-SEPTIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-UNIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronné en Chancellerie.  
Québec

2699

at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the SEVENTEENTH day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREBY FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY FIRST day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

2700

### ERRATUM.

A la page 1442, de la *Gazette Officielle* du 19 octobre 1907, dans les lettres-patentes de "La Société Anonyme d'Imprimerie", lisez : "divisé en mille actions (1000) de dix piastres (\$10.00), au lieu de cent actions (100) de cent piastres (\$100.00) chacune." 3373

### Avis du Gouvernement

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par William Barnard, Samuel Reddy, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu George Robert William Kittson, en son vivant notaire public, pratiquant en la cité de Montréal, dit district, conformément aux dispositions du code du notariat.

3387 L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

No. 1799.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande de délimitation de municipalités scolaires.*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint Donat, dans le comté de Rimouski, le troisième rang de la paroisse de Saint-Gabriel, et l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Gabriel, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1908. 3325-2

### ERRATUM.

Page 1442, of the *Official Gazette* of the 19th October, 1907, in the letters patent of "La Société Anonyme d'Imprimerie", read : "divided in thousand shares (1000) of ten dollars (\$10.00), instead of one hundred shares (100) of one hundred dollars (\$100.00) each." 3374

### Government Notices

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by William Barnard, Samuel Reddy, esquire, notary public, practising and residing in the city of Montreal, district of Montreal, by which he ask for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late George Robert William Kittson, in his lifetime notary public, practising at the city of Montreal, said district, pursuant to the provisions of the notarial code.

3338 L. RODOLPHE, ROY,  
Provincial Secretary.

No. 1799.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Application to fix boundaries of school municipalities.*

Application is made for detaching from the school municipality of Saint Donat, in the county of Rimouski, the third range of the parish of Saint Gabriel and annexing the same to the school municipality of Saint-Gabriel, in the same county.

This annexation, if authorized, will come into force only on the 1st of July next, 1908. 3326

**LOI DES DIFFERENDS OUVRIERS DE  
QUEBEC.**

Extrait du registre du Greffier des Conseils de  
Conciliation et d'Arbitrage.

Les noms des personnes et le nombre de recom-  
mandations reçues de la part des patrons pour la  
nomination d'un membre du Conseil d'Arbitrage,  
sont comme suit :

J. H. Lauer, 19 ; George Darveau, 8 ; Félix Marois, 3 ; Omer Brunet, 1 ; Thos. Forde, 1 ; Robert  
Currie, 1 ; Wm E. Potter, 1 ; Andrew M. Sangster, 1 ; H. B. Ames, 1 ; Gao. Elie Anyot, 1 ; Hon. J.  
D. Rolland, 1 ; N. T. Gaguon, 1 ; Arthur Pouliot, 1.

Les noms des personnes et le nombre des recom-  
mandations reçues de la part des employés pour la  
nomination d'un membre du conseil d'arbitrage,  
sont comme suit :

Omer Brunet, 27 ; Wilfrid Pâquette, 17 ; Emile Pelletier, 8 ; J. H. Poitras, 2 ; Hercule Doucet, 1 ;  
Paul Dumont, 1 ; Ferdinand Duchaine, 1 ; Louis Lavigne, 1 ; Joseph Claude, 1.

**FELIX MAROIS,**  
Greffier des Conseils de  
Conciliation et d'Arbitrage.

Québec, 5 novembre 1907. 3375

Avis est donné au public qu'en vertu de la  
loi des compagnies de Québec, 1907, il a été  
accordé par le lieutenant-gouverneur de la province  
de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-  
quatre octobre 1907, constituant en corporation  
MM. Clément Robillard, Hubert Raymond et  
Jean-Baptiste Lapointe, négociants, Georg A. La-  
combe et Gonzalve Desaulniers, avocats, tous de la  
cité de Montréal, dans les buts suivants :

De renseigner les touristes sur les points les plus  
importants ;

De leur indiquer les terrains de chasse et de  
pêche ;

De leur signaler les meilleurs hôtels, les moyens  
de transports les plus faciles, etc. ; etc. ;

De fournir aux immigrants ruraux tous les ren-  
seignements de nature à leur faciliter l'acquisition  
de bonnes terres de culture, de même que de s'em-  
ployer au placement des ouvriers agricoles ;

De renseigner les ouvriers et artisans qui veulent  
s'établir dans la province de Québec, sur les res-  
sources du pays et de s'employer à leur procurer  
des places avantageuses ainsi que des pensions de  
familles honorables et économiques ;

De servir d'intermédiaire pour engagement de  
domestiques des deux sexes venant d'Angleterre,  
de la France ou d'autres pays de l'Europe ;

De publier des guides, brochures, et tous autres  
renseignements utiles, par voie des journaux et  
revues, dans le but de faire connaître au commerce  
et à l'industrie, à l'étranger, les ressources et les  
débouchés de la province de Québec, sous le nom de  
Société Canadienne d'Immigration et de Place-  
ment, avec un capital total de dix mille piastres  
(\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent  
piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de  
Québec, ce vingt-huitième jour d'octobre 1907.

**JOS. BOIVIN,**  
Sous-secrétaire de la province.

3321.2

**THE QUEBEC TRADE DISPUTES' ACT.**

Extract from the Register of the clerk of the Coun-  
cils of Conciliation and of Arbitration.

The names of the persons and the number of  
recommendations received on behalf of the em-  
ployers for the appointment of a member of the  
Council of Arbitration, are as follows :

J. H. Lauer, 19 ; George Darveau, 8 ; Félix Marois, 3 ; Omer Brunet, 1 ; Thos. Forde, 1 ; Robert  
Currie, 1 ; Wm E. Potter, 1 ; Andrew M. Sangster, 1 ; H. B. Ames, 1 ; Gao. Elie Anyot, 1 ; Hon. J.  
D. Rolland, 1 ; N. T. Gaguon, 1 ; Arthur Pouliot, 1.

The names of the persons and the number of  
recommendations received on behalf of the em-  
ployees for the appointment of a member of the  
council of arbitration, are as follows :

Omer Brunet, 27 ; Wilfrid Pâquette, 17 ; Emile Pelletier, 8 ; J. H. Poitras, 2 ; Hercule Doucet, 1 ;  
Paul Dumont, 1 ; Ferdinand Duchaine, 1 ; Louis Lavigne, 1 ; Joseph Claude, 1.

**FELIX MAROIS,**  
Clerk of Councils of Conciliation  
and of Arbitration.

Québec, 5th November, 1907. 3376

Public notice is hereby given that, under the  
Quebec Companies Act, 1907, letters patent have  
been issued by the Lieutenant Governor of the  
province of Québec, bearing date the twenty fourth  
of October, 1907, incorporating Messrs. Clément  
Robillard, Hubert Raymond and Jean-Baptiste  
Lapointe, traders, George A. Lacombe and Gon-  
zalve Desaulniers, advocates, all of the city of Mon-  
tréal, for the following purposes, viz :

To give information to tourists regarding the most  
important points ;

To indicate fishing and hunting territories to  
them ;

To tell them the best hotels, the easiest means of  
transportation, &c. ;

To supply rural immigrants with all information  
calculated to facilitate the acquisition of good  
farming lands, and take steps to secure employment  
for farm laborers ;

To give information to workmen and mechanics  
wishing to settle in the province of Québec, regard-  
ing the resources of the country and take steps to  
secure them good places as well as decent and econom-  
ical boarding-houses ;

To serve as intermediary for the engagement of  
domestic servants of both sexes coming from Eng-  
land, France or other European countries ;

To publish guide-books, pamphlets and other  
useful informations in newspapers and magazines,  
with the view of making the resources and markets  
of the province of Québec known to trade and  
industry abroad, under the name of " Société Cana-  
dienne d'Immigration et de Placement," with a  
total capital of ten thousand dollars (\$10,000.00),  
divided into one hundred (100) shares of one hun-  
dred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province  
of Québec, this twenty eighth day of October,  
1907.

**JOS. BOIVIN,**  
Deputy Provincial Secretary.

3322

## DEMANDES AU PARLEMENT.

SÉNAT DU CANADA.

## AVIS DE BILLS PRIVÉS.

*Extraits des règles du Sénat.*

Toute demande au Parlement pour obtenir un bill privé, de quelque nature qu'il soit, doit être annoncée par avis inséré à la *Gazette du Canada*; cet avis doit indiquer d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, être signé par les pétitionnaires ou en leur nom et contenir l'adresse des signataires; et si elle a pour objet l'obtention d'un acte constitutif, il faut donner aussi dans l'avis le nom de la compagnie projetée.

Dans le cas où des pouvoirs exclusifs sont demandés, outre l'avis à insérer dans la *Gazette du Canada*, il doit en être publié un semblable dans quelqu'un des principaux journaux de la principale cité ou ville ou du principal village de chaque comté du district de la province ou du territoire que l'acte demandé intéresse, selon la nature de l'entreprise projetée.

Et si les travaux d'une compagnie (constituée ou à constituer) doivent être déclarés d'utilité générale pour le Canada, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis; et les requérants feront envoyer par lettre enregistrée une copie de cet avis au secrétaire de chaque conseil de comté et de chaque corporation municipale spécialement intéressée dans la construction ou l'exploitation de ces travaux, ainsi qu'au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou seront situés, en sorte que cette copie parvienne à ces fonctionnaires cinq semaines au moins avant la considération de la pétition par le comité des Ordres permanents; et la preuve de l'accomplissement de cette prescription par les requérants devra s'établir par déclaration statutaire adressée au greffier du Sénat.

Dans tous ces cas, les avis insérés soit à la *Gazette du Canada* ou dans les journaux, doivent se publier au moins une fois par semaine pendant cinq semaines consécutives; et, lorsqu'ils se publient dans les provinces de Québec et du Manitoba, ils doivent être en langue anglaise et en langue française. Il faut envoyer au greffier du Sénat des exemplaires marqués de chaque numéro de tous les journaux contenant l'avis, avec, sur le pli de la feuille, les mots: "Avis de bill privé"; ou l'on peut transmettre, au lieu des journaux, une déclaration statutaire que l'avis a été dûment publié.

Pour plus amples détails, voir les règles du Sénat relatives, publiées dans la *Gazette du Canada*, ou s'adresser à ce bureau.

3029 SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,  
Greffier du Sénat.

## CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés, adressée au Parlement, doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse du signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donné dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarés être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ces ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans

## APPLICATION TO PARLIAMENT.

THE SENATE OF CANADA.

## NOTICE FOR PRIVATE BILLS.

*Extracts from Rules of the Senate.*

All applications to Parliament for Private Bills of any nature whatsoever, shall be advertised by a Notice published in the *Canada Gazette*; such Notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same; and, when the application is for an Act of Incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the Notice.

In cases where exclusive powers are asked, in addition to the Notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar Notice shall also be published in some leading newspaper in the principal city, town or village, in each county or district and in each province or territory which may be affected by the passage of such Private Bills, according to the nature of the undertakings contemplated thereby.

And, if the works of any Company (incorporated or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specially mentioned in the Notice; and the applicants shall cause a copy of such Notice to be sent by registered letter to the Clerk of each county council and of each municipal corporation which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also, to the Secretary of the Province in which such works are or may be located, so as to reach those officers not less than five weeks before the consideration of the petition by the Committee of Standing Orders; and a statutory declaration establishing the fact of such mailing shall be sent to the Clerk of the Senate.

All such Notices, whether inserted in the *Canada Gazette* or in a newspaper, shall be published at least once a week for a period of five consecutive weeks; and, when published in the Provinces of Québec and Manitoba, shall be in both the English and French languages; and *Marked* copies of each issue of all newspapers containing any such Notice shall be sent to the clerk of the Senate, endorsed "Private Bill Notice"; or a statutory declaration as to due publication may be sent in lieu thereof.

For fuller particulars, see the Rules of the Senate relative thereto, published in the *Canada Gazette*, or apply at this office.

3030 SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,  
Clerk of the Senate.

## HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills, shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and a copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located; and proof of such

laquelle ces travaux sont ou pourront être situés ; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statutaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette d'Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. *Pour des lois de constitution en corporation :*

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé ;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir son service ;

(c) ou d'une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de garantie ; une compagnie de prêts, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette d'Canada* seulement.

2. *Pour des amendements à des lois de constitution en corporation :*

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession des nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives ; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou de Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, cet avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statutaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la chambre relatifs aux avis de demandes de bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

3283 THOS. B. FLINT,  
Greffier de la Chambre des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF

*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou ghalsoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant

service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows :

1. *For acts of incorporation :*

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—In the principal place in each county or district affected ;

(b) Of a telegraph or telephone company—In the principal place in each province in which the company intends to operate :

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without any special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. *For amendments to acts of incorporation :*

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto—In the principal place in each county affected ;

(b) For the revival or continuation of a charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for the enlargement of any of the powers of a company (not involving additional special powers)—at the head office of the company ;

(c) For the granting of any special powers or privileges—In the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks ; and in Quebec and Manitoba, shall be published in both English and French ; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to notices of application for private bills as published in the *Canada Gazette*.

3284 THOS. B. FLINT,  
Clerk of the House of Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line

toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas

or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave or bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

3279

LOUIS FRECHETTE,  
G. C.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

## Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que des dispositions dérogoratoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

3280

LOUIS FRECHETTE,  
C. L. C.

## LEGISLATIVE ASSEMBLY.

## Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act"

Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours

or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before

avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou l'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

3281 L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

3282 L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

## Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la charte de l'Hôpital Alexandra, en augmentant le nombre des gouverneurs du dit hôpital.

FLEET, FALCONER,  
WILLIAMS & BOVEY,  
Procureurs du requérant.

5 novembre 1907. 3385

Avis public est par les présentes donné que Ernest F. DeVarenes, notaire et membre du conseil législatif de la province de Québec, demeurant en la ville de Waterloo, district de Bedford, François Amable Albert Labelle, notaire, de Hull, Joseph Henri Olivier, notaire, de Saint Louis du Mile End, François Xavier A. Boisseau, notaire, de Saint-Hyacinthe, Félix Henri Schetagne, notaire, de Sainte-Anne de Bellevue, Louis Philippe Sirois, notaire, de Québec, Michel Philéas Laberge, notaire, de Cedar Hall, Joseph Pierre Alphonse Bégin, notaire, de Windsor Mills, Valère Gosselin, notaire, de Saint-Joseph de Beauce, Joseph Alfred Nadeau, notaire, d'Iberville, et Albéric Archie Mondou, notaire, de Pierreville, tous de la province de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte, les incorporant eux et ceux qui pourront s'adjoindre à eux en compagnie à fonds social, sous le nom de "The Strathcona Fire Insurance Company", avec bureau principal dans le village de Pierreville, dans le district de Richelieu, avec pouvoirs de faire des contrats d'assurance et de ré-assurance contre le feu, et de faire et exécuter tout autre chose se rattachant à ses opérations et de nature à les faciliter, et pour toutes autres fins.

A. A. MONDOU, N. P.,  
Procureur des requérants.

Pierreville, 19 octobre 1907. 3197.3

Avis public est par le présent donné qu'un bill privé sera présenté et soumis à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation de la révérende Mère Véronique de la Passion (née Virginie Dion), supérieure; des révérendes Sœurs Marie-Raphaël (née Fannie Duguay), assistante; de la Nativité de Marie, (née Céline Gagnon) maîtresse des novices; Marie Réparatrice (née Yvonne Nadeau), dépositaire; Marie Sainte-Agnès (née Alice Moreau), conseilère, et Marguerite-Marie (née Joséphine Dérome), capitulaire, toutes actuellement membres de la communauté des Adoratrices du Précieux Sang, établie à Lévis, dans la province de Québec, et de telles autres personnes qui pourront à l'avenir être admises dans la dite communauté et en faire partie, sous le nom corporatif de "Les Sœurs Adoratrices du Précieux Sang de Lévis."

## Applications to the Legislature

Notice is hereby given that of the next session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made for an act to amend the charter of the Alexandra Hospital, by increasing the number of the governors of the said hospital.

FLEET, FALCONER,  
WILLIAMS & BOVEY,  
Attorneys for applicant.

5th November, 1907. 3386

Public notice is hereby given that Ernest F. DeVarenes, notary and member of the Legislative council of the province of Quebec, residing in the town of Waterloo, district of Bedford, François Amable Albert Labelle, notary, of Hull, Joseph Henri Olivier, notary, Saint Louis du Mile End, François-Xavier A. Boisseau, notary, of Saint Hyacinth, Félix Henri Schetagne, notary, of Sainte Anne de Bellevue, Louis Philippe Sirois, notary, of Quebec, Michel Philéas Laberge, notary, of Cedar Hall, Joseph Pierre Alphonse Bégin, notary, of Windsor Mills, Valère Gosselin, notary, of Saint Joseph de Beauce, Joseph Alfred Nadeau, notary, of Iberville, and Albéric Archie Mondou, notary, of Pierreville, all of the province of Quebec, will apply to the Legislature of the province or Quebec, at its next session, to obtain an act to incorporate them and such persons as may associate themselves with them as a joint stock company, under the name of "The Strathcona Fire Insurance Company", with its head office in the village of Pierreville, in the district of Richelieu, with power to enter into contracts of insurance and re-assurance against fire, and to do and execute all other things connected with its operations and of a nature to facilitate the same, and for all other purposes.

A. A. MONDOU, N.P.,  
Solicitor for applicants.

Pierreville, 19th October, 1907. 3198

Public notice is hereby given that a private bill will be submitted to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the incorporation of Reverend Mother Veronique de la Passion (née Virginie Dion), superior; of Reverend Sisters Marie Raphael (née Fannie Duguay), assistant; the Nativité de Marie (née Céline Gagnon), mistress of novices; Marie Réparatrice (née Yvonne Nadeau), depositary; Marie Sainte Agnès (née Alice Moreau), councillor, and Marguerite Marie (née Joséphine Dérome), capitular, all being at present members of the community of *Les Adoratrices du Précieux Sang*, established at Lévis, in the province of Quebec, and such other persons as may be hereafter admitted into the said community and from part thereof, under the corporate name of "Les Sœurs Adoratrices du Précieux Sang de Lévis."

La dite corporation devant avoir succession perpétuelle, droits et pouvoirs d'ester en justice, d'avoir un sceau corporatif, d'acquérir, posséder, accepter et recevoir tous biens meubles et immeubles, lesquels elles pourront louer, vendre, hypothéquer ou autrement aliéner et remplacer par d'autres, pourvu, toutefois, que la valeur annuelle des dits biens ou le revenu d'iceux n'excède pas la somme de \$75,000.00, lequel revenu sera employé pour les fins de la dite corporation.

La dite corporation désire de plus être autorisée à ériger des constructions propres à ses fins, notamment une chapelle, un noviciat, un cimetière pour ses membres décédés, conformément aux prescriptions et règlements de l'autorité civile.

La dite corporation sera gouvernée selon ses règles de communauté, dûment approuvées par l'autorité ecclésiastique supérieure, et elle pourra adopter des règlements concernant l'administration de ses biens, la direction, la régie interne, l'élection, etc., de ses officières et leurs attributions, l'admission et la sortie des membres, et elle pourra aussi annuler ou modifier ses règlements.

Trois membres de la dite corporation, savoir : la supérieure, l'assistante et la dépositaire, ou celle qui la remplacera, formeront le quorum pour l'adoption ou modification des règlements et la transaction des affaires de la communauté. Ces personnes pourront elles-mêmes nommer un procureur et le changer à volonté.

La dite corporation devra aussi transmettre, quand elle en sera requise par le lieutenant-gouverneur en conseil, un état détaillé des immeubles qu'elle possèdera et dont elle sera propriétaire, ainsi que du montant annuel de ses revenus.

Le dit bill devant comprendre des dispositions pour les fins ci-dessus et pour autres fins analogues et annexes.

LANE & CANTIN,  
Procureurs des requérantes.

Québec, 19 octobre 1907. 3191.3

Avis public est par le présent donné que le Syndicat Financier de l'Université Laval, à Québec, présentera à la prochaine session de la législature de Québec, un bill à l'effet d'amender et de refondre sa charte, 50 Victoria, chapitre 32, afin de mieux définir ses pouvoirs et de mieux déterminer l'emploi de ses revenus, etc.

L. P. SIROIS,  
Secrétaire du Syndicat Financier

Québec, 8 octobre 1907. 3075.5

Le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, s'adressera à la législature de Québec à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant le statut 32 Victoria, chapitre 16, étant la loi concernant l'éducation dans la province de Québec, quant à certains pouvoirs du dit bureau et autres fins.

C. N. HAMEL,  
Secrétaire trésorier.

Québec, 8 octobre 1907. 3053.5

La Société de Construction Permanente de Québec s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir un acte spécial d'incorporation, avec des pouvoirs plus étendus que ceux qu'elle possède actuellement, pour faire des opérations financières en la province de Québec.

C. N. HAMEL,  
Procureur S. C. P. Q.

Québec, 8 octobre 1907. 3051.5

The said corporation to have perpetual succession, the right and power to appear before the courts, to have a common seal, to acquire, hold, accept and receive all moveable and immoveable property and the same to lease, sell, hypothecate or otherwise dispose of and replace by others, provided, however, that the annual value of the said property or the revenue thereof shall not exceed \$75,000.00, such revenue to be employed for the purpose of the corporation.

The said corporation further wishes to be authorized to erect the buildings required for its objects, and in particular a chapel and novitiate, to have a cemetery for the interment of its deceased members in accordance with the prescriptions and regulations of the civil authorities.

The said corporation shall be governed by the rules of the community, duly approved by the superior ecclesiastical authority, and it may adopt by-laws regarding the administration of its property, the direction, internal government, election, &c., of its officers, their powers and duties, the admission and removal of its members, and it may also repeal or amend such by-laws.

Three members of the said corporation, to wit : the Superioress, Assistant and Depositary, or whoever may be replace her, shall constitute a quorum for the adoption or amendment of the by-laws and the transaction of the community's affairs. Such persons may themselves appoint an attorney and change the same at will.

The said corporation shall likewise, when thereunto required, send to the Lieutenant Governor in Council a detailed statement of the immoveable property held and owned by it, and also of the amount of its annual revenues.

The said bill to contain provisions for the above purposes and others similar to and connected with the same.

LANE & CANTIN,  
Solicitors for applicants.

Quebec, 19th October, 1907. 3192

Public notice is hereby given that "Le Syndicat Financier de l'Université Laval, à Québec", shall, at the next session of the Legislature of the province of Québec, present a bill for the purpose of amending and revising its charter, 50 Victoria, chapter 32, of better defining its powers and the use of its revenues, &c.

L. P. SIROIS,  
Secretary of Syndicat Financier.

Quebec, 8th October, 1907. 3076

The committee of the roman catholic school commissioners of the city of Québec will apply to the Legislature of Québec, at its next session, to obtain a law amending the statute 32 Victoria, chapter 16, being the law concerning education in the province of Québec, as to certain powers to the said committee and other ends.

C. N. HAMEL,  
Secretary treasurer.

Quebec, 8th October, 1907. 3054

The Quebec Permanent Building Society will apply to the Legislature, at its next session, to obtain a special act of incorporation, with more extensive powers than they actually possess, to carry on financial operations in the province of Québec.

C. N. HAMEL,  
Attorney Q. P. B. S.

Quebec, 8th October, 1907. 3052

## Avis Divers

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, jeudi, le douzième jour de décembre 1907, à dix heures a. m., au sous-sol de sa gare, rue Windsor, dont l'entrée est sur la rue Donégana, dans la cité de Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze (12) mois ; et sur le produit de la vente, la compagnie se paiera de ses taux et de tous frais raisonnables pour l'emmagasinage, les annonces et la vente de ces marchandises et effets, et le surplus du produit de la dite vente, s'il en reste, sera retenu par la compagnie pendant une période de trois mois, pour être remis à quiconque y aura droit.

La Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique,

Par W. G. ANNABLE,  
Agent général du bagage.

Montréal, 30 octobre 1907. 3311.2

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François, }

Dame Donalda Beaudette, épouse commune en biens de Augustin Fontaine, du canton d'Orford, dans le district de Saint-François, commerçant, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes par un des honorables juges de la cour supérieure, Demanderesse ;

vs

Augustin Fontaine, du canton d'Orford, dans le district de Saint-François, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le quinzième jour d'octobre 1907.

CAMPBELL & GENDRON,  
Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 5 novembre 1907. 3383

Province de Québec, }  
District d'Iberville, } *Cour Supérieure.*

Avis est donné par les présentes que Dame Marie Lacoste, de la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, épouse de Solyme Messier, cultivateur, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite cour.

P. A. CHASSE,  
Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, P. Q., 28 octobre 1907. 3381

Province de Québec, }  
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*  
No 1013.

Dame Marie-Louise Dubois, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, épouse commune en biens de Mathias Sigouin, charretier, du même lieu, a, ce jour, institué contre son dit mari, Mathias Sigouin, une action en séparation de biens.

BISAILLON & BROSSARD,  
Avocats de Dame M. L. Dubois.

Montréal, 22 octobre 1907. 3313.2

Province de Québec, }  
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*  
No 742.

Dame Hermine Léger, de Montréal, épouse de Israël Legault, menuisier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Israël Legault, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 18 octobre 1907.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,  
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 25 octobre 1907. 3257.3

## Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Thursday, the 12th day of December, 1907, at ten o'clock a. m., in the basement of its Winsor street station, with entrance on Donégana street, in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the company unclaimed for a space of twelve (12) months ; and that the company out of the proceeds of such sale will retain such tolls and reasonable charges for storing, advertising and selling of such goods and baggage, and the balance of the proceeds of such sale, if any, shall be kept by the company for a period of three (3) months to be paid over to any person entitled thereto.

The Canadian Pacific Railway Company.

Per W. G. ANNABLE,  
General baggage agent.

Montreal, 30th October, 1907. 3312

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis, }

Dame Donalda Beaudette, wife common as to property of Augustin Fontaine, of the township of Orford, in the district of Saint Francis, trader, duly authorized to "ester en justice aux fins des présentes", by one of the Honorable judges of the superior court, Plaintiff ;

vs

Augustin Fontaine, of the township of Orford, in the district of Saint Francis, Defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted in this cause, on the fifteenth day of October, 1907.

CAMPBELL & GENDRON,  
Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 5th November, 1907. 3384

Province of Quebec, }  
District of Iberville, } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Dame Marie Lacoste, of the parish of Saint Alexander, in the district of Iberville, wife of Solyme Messier, of the same place, farmer, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband, before the said court.

F. A. CHASSÉ,  
Attorney for the plaintiff

Saint John, P. Q., 28th October, 1907. 3382

Province of Quebec, }  
District of Montreal, } *Superior Court.*  
No. 1013.

Dame Marie-Louise Dubois, of the town of Saint-Louis, district of Montreal, wife common as to property of Mathias Sigouin, carter, of the same place, has, this day, instituted against her husband an action for separation as to property.

BISAILLON & BROSSARD,  
Attorneys for Dame M. L. Dubois.

Montreal, 22nd October, 1907. 3314

Province of Quebec, }  
District of Montreal, } *Superior Court.*  
No. 742.

Dame Hermine Léger, of Montreal, wife of Israël Legault, joiner, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceeding, Plaintiff ;

vs

The said Israël Legault, Defendant ;  
A suit for separation as to property has been brought in this case on the 18th October, 1907.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 25th October, 1907. 3258.

Province de Québec, }  
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
 No 271.

Dame Joséphine Germain, épouse de Philippe Duchesneau, commerçant, de la paroisse de Saint-Tite, a, ce jour, poursuivi en séparation de biens son époux, le dit Philippe Duchesneau.

METHOT, COMEAU & OGDEN,

Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 2 octobre 1907. 3059.5

Province de Québec, }  
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*

Dame Alexina Ladouceur, épouse de Georges Paquette, manufacturier, de la ville de Buckingham, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens.

J. WILFRID STE MARIE,

Procureur de la demanderesse.

Hull, 4 octobre 1907. 3043.5

Province de Québec, }  
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
 No 4851.

Dame Christiana St-Amant, de Massueville, district de Richelieu, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son mari, Adélar Jolicœur, voiturier, du même lieu.

ETHIER & LEFEBVRE,

Avocats de la demanderesse

Sorel, 24 octobre 1907. 3285.2

Province de Québec, }  
 District de Saint-Hyacinthe, } *Cour Supérieure.*  
 No 117.

Dame Adélaïde Leblanc, de la paroisse de Saint-Ephrem d'Upton, district de Saint-Hyacinthe, épouse de Antoine Dupont, hôtelier, ci-devant de la paroisse de Saint-Martin, district de Montréal, et maintenant journalier, du dit lieu de Saint-Ephrem d'Upton, a, ce jour, poursuivi son époux en séparation de biens.

LUSSIER & GENDRON,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 24 octobre 1907. 3315.2

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2595.

Dame Georgiana Lortie, épouse de Gerasime Sigouin, de la ville Saint-Louis, district de Montréal, a poursuivi son mari en séparation de biens.

ROBILLARD & TETREAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 14 octobre 1907. 3131.4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 910.

Dame Emélie Dufresne, épouse de Pierre Gravel, ci-devant négociant en gros, de la cité de Montréal, dit district, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Pierre Gravel, sus-décrit, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce 17 octobre 1907.

BRODEUR & GARAND,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 octobre 1907. 3175.4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2866.

Dame Eléonore Gagnon, épouse commune en biens de Ubald Cyr, peintre, de la cité de Montréal, dit district, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre le dit Ubald Cyr.

Z. NORMANDIN,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 7 octobre 1907. 3081.5

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court*  
 No. 271.

Dame Joséphine Germain, wife of Philippe Duchesneau, trader, of the parish of Saint Tite, has, this day, sued for separation as to property her husband, the said Philippe Duchesneau.

METHOT, COMEAU & OGDEN,

Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 2nd October, 1907. 3060

Province of Quebec, }  
 District of Ottawa. } *Superior Court.*

Dame Alexina Ladouceur, wife of George Paquette, manufacturer, of the town of Buckingham, has, this day, taken out an action for separation as to property against her said husband.

J. WILFRID STE MARIE,

Attorney for plaintiff.

Hull, 4th October, 1907. 3044

Province of Quebec, }  
 District of Richelieu. } *Superior Court.*  
 No 4851.

Dame Christiana St-Amant, of Massueville, district of Richelieu, has, this day, taken an action for separation as to property against her husband, Adélar Jolicœur, wheelwright, of the same place.

ETHIER & LEFEBVRE,

Attorneys for plaintiff.

Sorel, 24 h October, 1907. 3286

Province of Quebec, }  
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*  
 No. 117.

Dame Adélaïde Leblanc, of the parish of Saint Ephrem d'Upton, district of Saint Hyacinth, wife of Antoine Dupont, hotel-keeper, formerly of the parish of Saint Martin, district of Montreal, and now laborer, of the said parish of Saint Ephrem d'Upton, has, this day, taken out an action against her husband for separation as to property.

LUSSIER & GENDRON,

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 24th October, 1907. 3316

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2595.

Dame Georgiana Lortie, wife of Gerasime Sigouin, of the town of Saint-Louis, district of Montreal, has sued her husband for separation of property.

ROBILLARD & TETREAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal 14th October, 1907. 3132

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 910.

Dame Emelie Dufresne, wife of Pierre Gravel, heretofore wholesale merchant, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester in justice, Plaintiff ;

vs

Pierre Gravel, aforesaid, Defendant.

The plaintiff has, this 17th day of October instituted an action in separation as to property in the present cause.

BRODEUR & GARAND,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th October, 1907. 3176

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2866.

Dame Eleonore Gagnon, wife common as to property of Ubald Cyr, both of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

Z. NORMAEDIN,

Attorney for plaintiff.

Montréal, 7th October, 1907. 3082

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dame Georgiana Dubois, du village de Boucherville,  
 district de Montréal, épouse de Napoléon Pepin,  
 commerçant, du même lieu, dûment autorisée à  
 ester en justice, Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Napoléon Pepin, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 en cette cause, le 23 octobre 1907.  
 JOSEPH B. DE BOUCHERVILLE,  
 Procureur de la demanderesse.  
 Montréal, 23 octobre 1907. 3267.3

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2920.  
 Dame Marie-Louise Huard, épouse commune en  
 biens de Albert Langlois, marchand, de la ville  
 de Lachine, dûment autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Albert Langlois, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée,  
 ce jour, dans la susdite cause.  
 BASTIEN, BERGERON,  
 COUSINEAU & JASMIN,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 14 octobre 1907. 3123.4

Province de Québec, }  
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
 No 133.  
 Sofranie Fauteux, de la ville de Coaticook, dans  
 le district de Saint-François, épouse commune en  
 biens de Aimé Ferras, marchand, de la dite ville de  
 Coaticook, dûment autorisée à cet effet,  
 Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Aimé Ferras, Défendeur.  
 Une action en séparation de corps et de biens a  
 été instituée par la dite demanderesse contre le dit  
 défendeur, le 22 août dernier (1907).  
 ST PIERRE & VERRET,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Sherbrooke, 29 août 1907 3125.4

Province de Québec, }  
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
 No 7846.  
 Dame Marie Morin, du village de Roxton Falls, dit  
 district, épouse de Edouard Légaré, fils, mar-  
 chand, de Roxton Falls, dûment autorisée à  
 ester en justice, Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Edouard Légaré, fils, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 en cette cause, le 23 septembre 1907.  
 BEAUPARLANT & MARIN,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Sweetsburg, 8 octobre 1907. 3077.5

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2600.  
 Dame Marie-Louise Taillefer, épouse de Joseph  
 Fortin, plâtrier, tous deux de la ville de Maisonneuve,  
 dit district, dûment autorisée à ester en  
 justice, Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Joseph Fortin, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 en cette cause, le 18 octobre 1907.  
 DORAIS, DORAIS & BESSETTE,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 25 octobre 1907. 3259.3

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 Dame Georgiana Dubois, of the village of Boucher-  
 ville, district of Montreal, wife of Napoléon  
 Pepin, trader, of the same place, duly authorized  
 to appear in judicial proceeding, Plaintiff ;  
 vs  
 The said Napoléon Pepin, Defendant.  
 An action for separation as to property has been  
 instituted in this cause, on the 23rd October 1907.  
 JOSEPH B. DE BOUCHERVILLE,  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 23rd October, 1907. 3268

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2920.  
 Dame Marie-Louise Huard, wife common to the  
 property of Albert Langlois, merchant, of the  
 town of Lachine, and duly authorized to appear  
 in judicial proceedings, Plaintiff ;  
 vs  
 The said Albert Langlois, Defendant.  
 An action for separation as to property has, this  
 day, been instituted in the above case.  
 BASTIEN, BERGERON,  
 COUSINEAU & JASMIN,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 14th October, 1907. 3124

Province of Quebec, }  
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
 No. 133.  
 Sofranie Fauteux, of the town of Coaticook in the  
 district of Saint Francis, wife common as to pro-  
 perty of Aimé Ferras, of the said town of Coaticook,  
 trader, duly authorized for the purpose thereof,  
 Plaintiff ;  
 vs  
 The said Aimé Ferras, Defendant.  
 An action for separation as to bed and board and  
 as to property has been taken by said Plaintiff  
 against said defendant, on the 22nd day of August  
 last (1907).  
 ST PIERRE & VERRET,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Sherbrooke, 29th August, 1907. 3126

Province of Quebec, }  
 District of Bedford. } *Superior Court.*  
 No. 7846.  
 Dame Marie Morin, of the village of Roxton Falls,  
 said district, wife of Edouard Légaré, junior,  
 merchant, of Roxton Falls, duly authorized to  
 appear in judicial proceedings, Plaintiff ;  
 vs  
 The said Edouard Légaré, junior, Defendant.  
 A suit for separation of property has been brought  
 in this cause, on the 23rd of September, 1907.  
 BEAUPARLANT & MARIN,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Sweetsburg, 8th October, 1907. 3078

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2600.  
 Dame Marie-Louise Taillefer, wife of Joseph For-  
 tin, plasterer, both of the town of Maisonneuve,  
 in the said district, duly authorized to appear in  
 judicial proceedings, Plaintiff ;  
 vs  
 The said Joseph Fortin, Defendant.  
 A suit for separation as to property has been  
 brought in this case, on the 18th October, 1907.  
 DORAIS, DORAIS & BESSETTE,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 25th October, 1907. 3260

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Exéphir Martin, épicier et boucher, de Montréal, Insolvable.

Avis est donné par les présentes que le 2e jour de novembre 1907, par ordonnance de cette cour, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

H. LAMARRE,  
Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 4 novembre 1907. 3367

*In re* Prudent Gagnon, de Rimouski, Failli.  
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera sujet aux oppositions jusqu'au 19 novembre 1907, après lequel le dividende sera payé.

L. DE GONZAGUE BELZILE,  
Curateur.

Rimouski, 5 novembre 1907. 3393

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Moses Shapiro, David Shapiro, Lazarus Tepletzky et Michael Raphaelovitch, tous des cité et district de Montréal, commerçants, y faisant affaires ensemble comme manufacturiers, comme manufacturiers de manteaux, sous le nom de "Excelsior Cloak Co.", et comme commerçants sous le nom de "The Universal Furniture Co."

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé et sera payable dans mon bureau, et après le 30e jour de novembre courant.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curateur.

No. 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.  
Montréal, 8 novembre 1907. 3395

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de E. A. Lowe, (The Sonne Awning Tent & Tarpaulin Co.), Failli.

Avis est par le présent donné que, le 25 jour d'octobre 1907, par ordre de la cour supérieure, le soussigné a été nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment, doivent être déposées devant moi sous trente jours de la date de cet avis.

C. A. McDONNELL,  
Curateur.

Bureau de C. A. McDonnell,  
180, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 6 novembre 1907. 3389

## Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs et que mentionné plus.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit pour le district d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } LES COMMISSAIRES  
No 362. } D'ECOLES DE KING-  
SEY, Demandeurs; contre JOHN LETARTE, Défendeur.

Le lot numéro sept B (7 B), du cadastre officiel

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Exéphir Martin, grocer and butcher, Saint Henri de Montréal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 2nd day of November, 1907, by order of this court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

H. LAMARRE,  
Curator.

Office : 99, Saint James street.  
Montreal, 4th November, 1907. 3368

*In re* Prudent Gagnon, of Rimouski, Insolvent.  
A first and final dividend sheet has been prepared and will be open to objections until 19th November, 1907, after which dividend will be paid.

L. DE GONZAGUE BELZILE,  
Curator.

Rimouski, 5th November, 1907. 3394

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In the matter of Moses Shapiro, David Shapiro, Lazarus Tepletzky and Michael Raphaelovitch, all of the city and district of Montreal, traders, and there carrying on business together as manufacturers, as cloak manufacturers, under the name of "Excelsior Cloak Co.", and as furniture dealers under the name of "The Universal Furniture Co."

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on and after the 30th day of November instant.

ALEX. DESMARTEAU,  
Curator.

No 60, Notre-Dame street East, Montreal.  
Montreal, 8th November, 1907. 3396

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In the matter of E. A. Lowe, (The Sonne Awning Tent & Tarpaulin Co.), Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 25th day of October, 1907, by an order of the superior court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this date.

C. A. McDONNELL,  
Curator.

Office of C. A. McDonnell,  
180, Saint James street.  
Montreal, 6th November, 1907. 3390

## Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court for the district of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } THE SCHOOL COMMIS-  
No. 362. } SIONERS OF KING-  
SEY, Plaintiffs; against JOHN LETARTE, Defendant.

Lot number seven B (7 B), of official cadastre for

du canton de Kingsey, dans le huitième rang, contenant cent acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix de Kingsey, le DIXIÈME jour de DECEMBRE prochain (1907), à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 6 novembre 1907. 3379  
[Première publication, 9 novembre 1907.]

### Ventes par le Shérif—Beauce

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } ROMUALD CELESTIN  
No 508. } R BROCHU, Demandeur ;  
contre FRANÇOIS ALIAS FRANCE BISSON, Défendeur.

Le lot cadastral numéro cinq cent soixante-dix-huit (578), de la paroisse de Sainte-Marie, Beauce—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie, Beauce, le ONZIÈME jour de DECEMBRE prochain (1907), à DIX heures du matin.

JOS. POIRIER,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Village Saint-Joseph, Beauce, 4 novembre 1907. 3369  
[Première publication, 9 novembre 1907.]

### Ventes par le Shérif—Montréal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } JOSEPH DUPUY ET VIC-  
No 3528. } TOR LEFEBVRE, tous  
deux commerçants, des cité et district de Montréal, faisant affaires ensemble en société sous la raison sociale de "Dupuy & Lefebvre", Demandeurs principaux et Demandeurs par reprise d'instance ; contre les terres et tenements de JOHN J. ROBSON, des cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu Stephenson Goodbody, en son vivant entrepreneur, du même lieu, condamné à reprendre l'instance au lieu et place de Dame Sarah Hudson, de Montréal susdit, veuve de feu Stephenson Goodbody, en sa qualité de tutrice aux enfants mineurs du dit Stephenson Goodbody, savoir : John Hudson Goodbody, Harry Rupert Goodbody et Phylis Margaret Goodbody, défendeur par reprise d'instance.

Saisi comme appartenant et en la possession du dit défendeur par reprise d'instance es-qualité, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Gabriel, de la cité de Montréal, d'environ cinquante-huit (58) pieds de front par une profondeur de trente-cinq (35) pieds—avec bâtisses y érigées et dépendances ; étant partie des subdivisions A et C du lot (3308) trois mille trois cent huit, de la pa-

the township of Kingsey, in the eighth range, containing one hundred acres of land, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Felix of Kingsey, on the TENTH day of DECEMBER next (1907), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Arthabaska, 6th November, 1907. 3380  
[First published, 9th November, 1907.]

### Sheriff's Sales—Beauce

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } ROMUALD CELESTIN  
No 508. } R BROCHU, Plaintiff ; against  
FRANCOIS ALIAS FRANCE BISSON, Defendant.

Cadastral lot number five hundred and seventy-eight (578), of the parish of Sainte-Marie, Beauce—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie, Beauce, on the ELEVENTH day of DECEMBER next (1907), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 4th November, 1907. 3370  
[First published, 9th November, 1907.]

### Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } JOSEPH DUPUY AND VIC-  
No. 3528. } TOR LEFEBVRE, both  
traders, of the city and district of Montreal, carrying on business together in partnership under the name and style of "Dupuy & Lefebvre", principal Plaintiffs and Plaintiffs in continuance of suit ; against the lands and tenements of JOHN J. ROBSON, of the city and district of Montreal, in his capacity of curator to the vacant succession of the late Stephenson Goodbody, in his lifetime contractor, of the same place, condemned to continue the suit in the place and stead of Dame Sarah Hudson, of Montreal aforesaid, widow of the late Stephenson Goodbody, in her capacity of tutrix to the minor children of the said Stephenson Goodbody, to wit : John Hudson Goodbody, Harry Rupert Goodbody and Phylis Margaret Goodbody, defendant in continuance of suit.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendant in continuance of suit *esqualité*, the following immovable, to wit :

A lot of land situate in Saint Gabriel's ward, of the city of Montreal, about fifty eight (58) feet in front by thirty five (35) feet in depth—with buildings thereon erected and dependencies, being part of subdivisions A and C of lot (3308) three thousand three hundred and eight, of the parish of Montreal ;

roisse de Montréal ; borné en front par la rue Wellington, par le côté sud-ouest par le lot numéro trois mille trois cent sept (3307), des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, par le côté nord est par la rue Charlevoix, et en arrière par l'autre partie des dites subdivisions A et C du dit lot numéro trois mille trois cent huit (3308), les dites bâtisses portant les Nos civiques 903, 905 et 907, de la rue Wellington, en la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 5 novembre 1907. [Première publication, 9 novembre 1907.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } ALPHONSE GOUIN, menuisier, du village du Boulevard Saint-Paul, dans le district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de PHILIAS MASSÉ, du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-huit (288), de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent trente (3330), au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et situé dans le village du Boulevard Saint-Paul, comté d'Hochelega, district de Montréal, sur la troisième avenue.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 6 novembre 1907. [Première publication, 9 novembre 1907.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } THE PEOPLES MUTUAL BUILDING SOCIETY, corps incorporé ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de ADAM G. BROWN, des cité et district de Montréal, garde-magasin, Défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Joseph, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Delisle, et composé de :

Premièrement.—Un morceau de terre situé dans la dite cité de Montréal, étant les deux tiers nord-est du lot No 285, sur un certain plan de la propriété Workman and Delisle, fait par H. M. Perrault, arpenteur provincial, et déposé au bureau de feu M<sup>re</sup> Doucet, par acte de dépôt en date du vingt-troisième jour de mars 1864, et contenant 20 pieds de front sur 80 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins ; le dit terrain décrit étant la partie nord-est du lot numéro cent trente-cinq (No 135), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Delisle, en arrière au nord-ouest par le lot officiel No 123, du dit quartier, d'un côté au nord-est par le lot officiel No 136, et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu du dit lot No 135—avec une maison en bois à deux étages lambrissés en briques et autres bâtisses sus-érigées, avec le droit d'entrée et de sortie en tout temps dans et à travers le passage formant partie du dit lot 135, au côté sud-ouest de la dite maison.

Deuxièmement.—Un lot de terre situé au même lieu, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, comme lot officiel numéro cent trente-six (No 136)—avec une maison et autres bâtisses sus-érigées, et borné en front par la rue Delisle, au nord-ouest par le lot officiel 122, du dit quartier, au nord-est par le lot officiel 137, et au sud-ouest par le lot officiel 135, du dit quartier.

bounded in front by Wellington street, on the south west side by lot number three thousand three hundred and seven (3307), of the said official plan and book of reference of the parish of Montreal, on the north east side by Charlevoix street, and in rear by the other portion of the said subdivisions A and C, of the said lot number three thousand three hundred and eight (3308), the said buildings bearing the civic numbers 903, 905 and 907, of Wellington street, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 5th November, 1907. [First published, 9th November, 1907.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } ALPHONSE GOUIN, joiner, of the village of Boulevard Saint Paul, in the district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of PHILIAS MASSÉ, of the same place, Defendant.

A lot of land known and designated under the number two hundred and eighty eight (288), of the subdivision of lot number three thousand nine hundred and thirty (3330), on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, and situate in the village of Boulevard Saint-Paul, county of Hochelega, district of Montreal, on the third avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of DECEMBER next, at TWO of the clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 6th November, 1907. [First published, 9th November, 1907.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } THE PEOPLES MUTUAL BUILDING SOCIETY, a body corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of ADAM G. BROWN, of the city and district of Montreal, storeman, Defendant.

A certain emplacement situate in Saint Joseph ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Delisle street, and composed of :

Firstly.—A piece or parcel of land situate in the said city of Montreal, being the north east two thirds of lot No. 285, on a certain plan of the Workman and Delisle, property made by H. M. Perrault, provincial land surveyor, and deposited in the office of the late M<sup>re</sup> Doucet, by acte de dépôt dated twenty third of March, 1864, and containing 20 feet in front by 80 feet in depth, the whole english measure and more or less ; said described land being the north east portion of lot number one hundred and thirty five (No. 135), on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Delisle street, in rear to the north west by official lot No. 123, of said ward, on one side to the north east by official lot No. 136, and in the other side to the south west by the remaining portion of said lot No. 135—with a two story wooden house encased, with brick and outbuildings thereon erected, with the right of ingress and egress at all times in and through the common passage forming part of said lot 135, at the south west side of said house.

Secondly.—A lot of land situate at the same place, known and designated on the official plan and in the book of reference of said Saint Antoine ward, as lot official number one hundred and thirty six (No. 136)—with a house and other buildings thereon erected, and bounded in front by Delisle street, to the north west by official lot 122, of said ward, to the north east by official lot 137, and to the south west by official lot 135, of said ward.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 16 octobre 1907. 3147.2  
[Première publication, 19 octobre 1907.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montreal.*

Montréal, à savoir : } **L** A CORPORATION DU  
No 2283. } **VILLAGE DELORIMIER**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans le village Delorimier, dit district, Demanderesse; contre les terres et tenements des héritiers légaux de feu P. DONATIEN ROLLAND, en son vivant du village Delorimier, dit district, Défendeurs.

Un lot de terre sis et situé en le village Delorimier; borné en front par l'avenue Delorimier, connu et désigné sous le numéro cent cinquante-deux A, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 16 octobre 1907. 3145.2  
[Première publication, 19 octobre 1907.]

**Ventes par le Shérif—Pontiac**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Dans la Cour de Magistrat de district—Shawville.*  
Province de Québec, } **J** AMES IRWIN, du vil-  
District de Pontiac, } lage de Kazabazua, dans  
No 2325. } le dit district de Pontiac,  
marchand, y faisant affaires comme tel sous les nom et raison de Irwin Brothers, Demandeur, contre THOMAS SIMPSON, du canton de Cawood, dans le dit district de Pontiac, Défendeur, à savoir :

Toutes les bâtisses et améliorations dans et sur les lots 27 est de la ligne centre et lot 27 ouest de la ligne centre et lot 28 rang 2, du canton de Cawood, dans le district de Pontiac, maintenant en la possession de Thomas Simpson et faites par lui.

Pour être vendues au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le VINGTIEME jour de NOVEMBRE mil neuf cent sept, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Bryson, 16 octobre 1907. 3171.2  
[Première publication, 19 octobre 1907.]

**Ventes par le Shérif—Québec**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

**FIERI FACIAS**  
Québec, à savoir : } **P** HILEAS JONCAS; contre  
No 39. } **P** ITRE GUAY, à savoir :  
Le lot No 126 (cent vingt-six), du cadastre officiel

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 16th October, 1907. 3148  
[First published, 19th October, 1907.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **T** HE CORPORATION OF  
No. 2283. } **THE VILLAGE OF DELORIMIER**, a body politic and corporate, having its chief place of business in Delorimier village, said district, Plaintiff; against the lands and tenements of the legal heirs of the late P. DONATIEN ROLLAND, in his lifetime of Delorimier village, said district, Defendants.

A lot of land situate and being in Delorimier village; bounded in front by Delorimier avenue, known and described as number one hundred and fifty two A, of the official plan and book of reference of the village of La Côte Visitation—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 16th October, 1907. 3146  
[First published, 19th October, 1907.]

**Sheriff's Sales—Pontiac**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*In the District Magistrates Court.—Shawville.*  
Province of Québec, } **J** AMEL IRWIN, of the  
District of Pontiac, } village of Kazabazua, in  
No. 2325. } the said district of Pontiac,  
merchant, and doing business there as such under the name, style and firm of Irwin Brothers, Plaintiff; against THOMAS SIMPSON, of the township of Cawood, in the said district of Pontiac, Defendant, to wit :

All the buildings, improvements and ameliorations in and upon lot 27 east of center line and lot 27 west of center line and lot 28, range 2, of the township of Cawood, in the district of Pontiac, now held and made by Thomas Simpson.

To be sold at the registry office, in the village of Bryson, on the TWENTIETH day of NOVEMBER, one thousand nine hundred and seven, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,  
Sneriff's Office, Sheriff.  
Bryson, 16th October, 1907. 3172  
[First published, 19th October, 1907.]

**Sheriff's Sales—Québec**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS.**  
Québec, to wit : } **P** HILEAS JONCAS; against  
No. 39. } **P** ITRE GUAY, to wit :  
Lot No. 126 (one hundred and twenty six), of

pour la paroisse de Saint-Narcisse-de-Beaurivage, étant une terre située rang Madagascar—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Narcisse-de-Beaurivage, comté de Lotbinière, le TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

CHS. LANGELIER,  
Bureau du Shérif, Québec, 7 novembre 1907. [Première publication, 9 novembre 1907.]

the official cadastre for the parish of Saint-Narcisse-de-Beaurivage, being a lot of land situate in the Madagascar range—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Narcisse-de-Beaurivage, county of Lotbinière, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,  
Sheriff's Office, Québec, 7th November, 1907. [First published, 9th November, 1907.]

### Ventes par le Shérif—Rimouski

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRAINS** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—Rimouski.*

No 3485. } **PIERRE EMILE D'ANJOU**, Demandeur; vs les héritiers de **EDGAR ALLARD**, Défendeurs, et Joseph Allard, *èsqualité*, par reprise d'instance.

Comme appartenant au dit Joseph Allard, *èsqualité*, savoir :

Partie du lot numéro 201, des plan et livre de renvoi-officiels de la ville de Saint-Germain de Rimouski, étant un certain emplacement situé en la dite ville, mesurant 67 pieds de front, en avant, et 90 pieds aussi de largeur en arrière, sur 90 pieds de profondeur, le tout mesure française; borné au nord à Ernest Martin, à l'est, partie à Dame F. X. Proulx et partie à Sam. Allard, à l'ouest à Sam. Allard, et au sud, partie à la rue de l'Evêché et partie à Sam Allard—avec les bâtisses sus-construites et dépendances; sujet à une servitude de passage sur les 12 pieds de l'est du dit emplacement mais en commun avec Sam. Allard. A charge d'une rente foncière de \$21.00, payable le 17 novembre de chaque année aux SS. de la Charité de Rimouski.

Pour être vendu dans mon bureau, en la ville de Saint-Germain de Rimouski, le DIXIEME jour de DECEMBRE 1907, à DIX heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,  
Bureau du Shérif, Rimouski, 31 octobre 1907. [Première publication, 9 novembre 1907.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—Rimouski.*

No 7965. } **LA COMPAGNIE DESJARDINS**, Demanderesse; vs **EDOUARD ROUSSEAU**, Défendeur, savoir :

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Benoît Joseph Labre d'Amqui, contenant environ 96 acres en superficie, connue et désignée sous le numéro 79, du cadastre officiel du premier rang du canton Lepage—circonstances et dépendances.

2° Deux autres terres situées en la dite paroisse de Saint-Benoît Joseph Labre d'Amqui, contenant environ 220 acres en superficie, et connues et désignées sous les numéros 13 et 14, du cadastre officiel du rang A, du canton Lepage—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Benoît Joseph Labre d'Amqui, le DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE 1907, à DIX heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,  
Bureau du Shérif, Rimouski, 10 octobre 1907. [Première publication, 19 octobre 1907.]

### Sheriff's Sales—Rimouski

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—Rimouski.*

No. 3485 } **PIERRE EMILE D'ANJOU**, Plaintiff; vs the heirs of **EDGAR ALLARD**, Defendants, and Joseph Allard, *èsqualité*, continuing the suit.

As belonging to the said Joseph Allard *èsqualité*, to wit :

Part of lot number 201, of the official plan and book of reference for the town of Saint Germain de Rimouski, being a certain lot of land situate in the said town, measuring 67 feet in front, and 90 feet in width in rear by 90 feet in depth, the whole french measure; bounded on the north by Ernest Martin, on the east, partly by Dame F. X. Proulx and partly by Sam. Allard, on the west by Sam. Allard, and on the south, partly by l'Evêché street and partly by Sam. Allard—with the buildings thereon erected and dependencies; subject to the servitude of a right of way over the 12 feet on the east side of the said lot, but in common with Sam. Allard. Subject to the payment of a ground rent of \$21.00, payable on the 17th November of each year to the Sisters of Charity of Rimouski.

To be sold in my office, in the town of Saint Germain de Rimouski, on the TENTH day of DECEMBER, 1907, at TEN o'clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,  
Sheriff's Office, Rimouski, 31st October, 1907. [First published, 9th November, 1907.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Circuit Court.—Rimouski.*

No. 7965. } **LA COMPAGNIE DESJARDINS**, Plaintiff; vs **EDOUARD ROUSSEAU**, Defendant, to wit :

1. A land situate in the parish of Saint Benoit Joseph Labre d'Amqui, containing about 96 acres in area, known and described as number 79, of the official cadastre of the first range of the township Lepage, circumstances and dependencies.

2. Two other lands situate in the said parish of Saint Benoit Joseph Labre d'Amqui, containing about 220 acres in area, and known and described as numbers 13 and 14, of the official cadastre of the range A, of the township Lepage—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of [the parish of Saint Benoit Joseph Labre d'Amqui, on the NINETEENTH day of NOVEMBER, 1907, at TEN of the clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,  
Sheriff's Office, Rimouski, 10th October, 1907. [First published, 19th October, 1907.]

## Ventes par le Shérif—St-François

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Cour Supérieure.—District de Saint-François.*  
Saint-François, à savoir : } **EDWARD JOHN**  
No 777. } **PLANCHE** et  
**LLOYD LESLIE PLANCHE**, faisant affaires ensemble en société dans la ville de Cookshire, dans le dit district, sous les nom et raison de **E. J. Planche et Compagnie, commerçants, Demandeurs**; contre **ALBERT T. DOHERTY**, du canton de Eaton, dans le dit district, **Défendeur**.

Cette étendue ou ce morceau de terre sis et situé dans le canton de Eaton, dans le quatrième rang du dit canton, connu sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit canton de Eaton, comme lot numéro six F (6 F), dans le dit quatrième rang—avec les bâtisses sus érigées et améliorations faites.

Aussi cette source d'eau située sur le côté est du lot connu sur le cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit canton de Eaton, comme lot numéro sept B, dans le quatrième rang (E côté de 7 B), et ensemble avec le droit de réparer et renouveler les tuyaux en bois ou tuyaux conduisant l'eau de la dite source d'eau à la propriété ci-dessus décrite, et aussi le droit de passer sur la dite terre à travers le lot numéro six E, dans le dit quatrième rang du dit canton, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi d'icelui, pour faire les réparations et renouvellement des dits tuyaux en bois ou tuyaux.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille de Cookshire, dans la ville de Cookshire, le **DIXIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

**HENRY AYLNER,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 6 novembre 1907. 3403  
[Première publication, 9 novembre 1907.]

## Sheriff's Sales—St. Francis

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Superior Court.—District of Saint Francis.*  
Saint Francis, to wit : } **EDWARD JOHN**  
No. 777. } **PLANCHE** and  
**LLOYD LESLIE PLANCHE**, doing business together in partnership at the town of Cookshire, in said district, under the name and firm of "**E. J. Planche & Company**", traders, **Plaintiffs**; against **ALBERT T. DOHERTY**, of the township of Eaton, in said district, **Defendant**.

That certain tract or parcel of land situate and being in the township of Eaton, in the fourth range of the said township, known on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Eaton, as the lot number six F (6 F), in the said fourth range—with the buildings and improvements thereon.

Also that certain spring of water being situate on the east side of the lot known upon the official cadastral plan and book of reference for the said township of Eaton, as the lot number seven B, in the fourth range (E side of 7 B), and together with the right of repairing and renewing the logs or pipes leading the water from the said spring of water to the property above described, and also the right to go on the said land across lot number six E, in the said fourth range of said township, on the official cadastral plan and book of reference thereof, for the purpose of doing such repairs and renewing of the said logs or pipes.

To be sold at the church door of the parish of Saint Camille of Cookshire, in the town of Cookshire, on the **TENTH** day of **DECEMBER** next, at **ONE** of the clock in the afternoon.

**HENRY AYLNER,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sherbrooke, 6th November, 1907. 3404  
[First published, 9th November, 1907.]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*  
Trois-Rivières, à savoir : } **ALPHONSE RACINE,**  
No 173. } **Demandeur**; contre  
**ADELARD GRENIER**, **Défendeur**.

1° Un emplacement situé en la ville de Grand-Mère, contenant cinquante pieds de front sur la profondeur de quatre-vingt-dix pieds; borné en front par une rue, en profondeur par Dame Maxime Juineau ou ses représentants, du côté nord-est par Maurice Grenier, et du côté sud-ouest par Téléphore Laing, et faisant partie du numéro cent quarante (140), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore—avec la maison et dépendances dessus érigées.

2° Un morceau de terre de forme irrégulière, situé au même lieu; borné en front à la rue Saint-Louis, d'un côté vers l'est par Maxime Juineau, en arrière et vers l'ouest par Maurice Grenier, mesurant quarante pieds de largeur, en front, sur une profondeur de cinquante-huit pieds, et de là, formant une largeur de vingt pieds sur la longueur de vingt pieds, en suivant la ligne du dit morceau de terre et de celui de la dite Dame Juineau, le tout à

## Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Three Rivers.*  
Three Rivers, to wit : } **ALPHONSE RACINE,**  
No. 173. } **Plaintiff**; against  
**ADELARD GRENIER**, **Defendant**.

1. A lot situate in the town of Grand-Mère, containing fifty feet in front by the depth of ninety feet; bounded in front by a street, in rear by Dame Maxime Juineau or her representatives, on the north east side by Maurice Grenier, and on the south west side by Téléphore Laing, and forming part of number one hundred and forty (140), of the official cadastre of the parish of Sainte Flore—with the house and dependencies thereon erected.

2. A piece of land of irregular outline, situate at the same place; bounded in front by Saint Louis street, on one side to the east by Maxime Juineau, in rear and to the west by Maurice Grenier, measuring forty feet in width, in front, by a depth of fifty eight feet, and from there taking a width of twenty feet by a length of twenty feet, following the line of the said piece of land, and of that of the said Dame Juineau, the whole english measure, and

mesure anglaise, faisant partie du lot numéro cent quarante (140), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore—avec une maison et une écurie dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le VINGTIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois Rivières, 16 octobre 1907. 3155.2  
[Première publication, 19 octobre 1907.]

forming part of number one hundred and forty (140), of the official cadastre of the parish of Sainte Flore—with the house and a shed thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the TWENTIETH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 16th October, 1907. 3156  
[First published, 19th October, 1907.]

### Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2544.

Dame Belzémire Euphémie Pamerleau, épouse de Raphaël Guillemot, commis de barre, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Raphaël Guillemot, ci-dessus désigné, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 4e jour de novembre courant (1907).

J. O. FOURNIER,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 7 novembre 1907. 3405

### Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
No. 2544.

Dame Belzémire Euphémie Pamrleau, wife of Raphaël Guillemot, bar-keeper, of the city and district of Montreal, duly authorized to sue, Plaintiff ;

vs

The said Raphaël Guillemot, as above designated, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 4th day of November instant (1907).

J. O. FOURNIER,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 7th November, 1907. 3406

### Avis de Faillites

*District de Rimouski.*

*In re* Joseph Levasseur, Bic, Insolvable.  
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 2 novembre 1907, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 7 novembre 1907. 3401

*District de Québec.*

Quebec Spice Mill, de Québec, a, le 30ème jour d'octobre 1907, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 7 novembre 1907. 3399

*District de Québec.*

Lucien Gosselin, marchand, Québec, a, le 7 novembre 1907, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu,  
Québec, 7 novembre 1907. 3397

### Bankrupt Notices

*District of Rimouski.*

*In re* Joseph Levasseur, Bic, Insolvent.  
In virtue of an order of the court, dated 2nd November, 1907, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 7th November, 1907. 3402

*District of Quebec.*

Quebec Spice Mill, of Quebec, has, on the 30th day of October, 1907, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

V. E. PARADIS,  
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 7th November, 1907. 3400

*District of Quebec.*

Lucien Gosselin, merchant, Quebec, has, on the 7th November, 1907, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

V. E. PARADIS,  
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building  
Quebec, 7th November, 1907. 3398

## Index de la Gazette Officielle de Québec No 45.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—** Dmes Dubois vs Sigouin, 1521 ; Dubois vs Pepin, 1523 ; Dufresne vs Gravel, 1522 ; Gagnon vs Cyr, 1522 ; Germain vs Duchesneau, 1522 ; Huard vs Langlois, 1523 ; Lacoste vs Messier, 1521 ; Ladouceur vs Paquette, 1522 ; Leblanc vs Dupont, 1522 ; Léger vs Légault, 1521 ; Lortie vs Sigouin, 1522 ; Morin vs Légaré, 1523 ; Pamerleau vs Guillemot, 1530 ; St. Amand vs Jolicœur, 1522 ; Taillefer vs Fortin, 1523.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—** Dmes Beaudette vs Fontaine, 1521 ; Fauteux vs Ferras, 1523.

**ANNONCEURS :—Avis aux :—** Concernant avis, etc., 1511.

**AVIS :—** Loi des différends ouvriers de Québec, 1513.

**BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—** Assemblée législative, 1517 ; Conseil législatif, 1515.

**BILLS PRIVÉS :—Parlement fédéral :—Avis au sujet des :—** Sénat, 1514 ; Chambre des Communes, 1514.

**DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—** Alexandra Hospital, 1519 ; Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, 1520 ; Société de Construction Permanente de Québec, 1520 ; Sœurs adoratrices du Précieux Sang de Lévis, 1519 ; Strathcona Fire Insurance Co, 1519 ; Syndicat Financier de l'Université Laval, 1520.

**ERRATUM :—** Page 1442, No 3163-4, 1512.

**FAILLES :—** Gagnon, 1524 ; Gosselin, 1530 ; Levasseur, 1530 ; Lowe, 1524 ; Martin, 1524 ; Quebec Spice Mill, 1530 ; Shapiro et al, 1524.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—** Demande d'annexer ou d'ériger, etc. :—3e rang de la paroisse Saint-Gabriel, à la municipalité, de Saint-Gabriel, comté de Rimouski, 1512.

**NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—** Par W. B. J. Reddy, 1512.

**PROCLAMATION :—** Convocation des chambres, 1511.

**VENTE PAR ENCAN :—** Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, 1521.

### VENTES PAR LES SHÉRIFS .

**ARTHABASKA :—** Commissaires d'écoles de Kingsey vs Letarte, 1525.

**BEAUCÉ :—** Brochu vs Bisson, 1525.

**MONTREAL :—** Dupuy & Lefebvre vs Robson, 1525 ; Gouin vs Massé, 1526 ; La corporation du village Delorimier vs héritiers Rolland, 1527 ; The People's Mutual Building Society vs Brown, 1526.

**PONTIAC :—** Irwin vs Simpson, 1527.

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 45.

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—** Dmes Dubois vs Sigouin, 1521 ; Dubois vs Pepin, 1523 ; Dufresne vs Gravel, 1522 ; Gagnon vs Cyr, 1522 ; Germain vs Duchesneau, 1522 ; Huard vs Langlois, 1523 ; Lacoste vs Messier, 1521 ; Ladouceur vs Paquette, 1522 ; Leblanc vs Dupont, 1522 ; Léger vs Légault, 1521 ; Lortie vs Sigouin, 1522 ; Morin vs Légaré, 1523 ; Pamerleau vs Guillemot, 1530 ; St. Amand, vs Jolicœur, 1522 ; Taillefer vs Fortin, 1523.

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BOD AND BOARD :—** Dmes Beaudette vs Fontaine, 1521 ; Fauteux vs Ferras, 1523.

**ADVERTISERS :—** Notice to :— Respecting notices, &c. 1511.

**NOTICE :—** The Quebec Trade Disputes' Act, 1513.

**PRIVATE BILLS, P. Q. :—** Notices respecting the :— Legislative Assembly, 1517 ; Legislative Council, 1515.

**PUBLIC BILLS :—** Federal Parliament :— Notices respecting the :— Senate, 1514 ; House of Commons, 1514.

**APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—** Alexandra Hospital, 1519 ; The committee of the roman catholic school commissioners of the city of Quebec, 1520 ; The Quebec Permanent Building Society, 1520 ; Sœurs adoratrices du Précieux Sang, de Lévis, 1519 ; Strathcona Fire Insurance Co, 1519 ; Syndicat Financier de l'Université Laval, 1520.

**ERRATUM :—** Page 1442, No. 3163-4, 1512.

**INSOLVENTS :—** Gagnon, 1524 ; Gosselin, 1530 ; Levasseur, 1530 ; Lowe, 1524 ; Martin, 1524 ; Quebec Spice Mill, 1530 ; Shapiro et al, 1524.

**SCHOOL MUNICIPALITY :—** Application to annex or to erect, &c. :—3rd range of the parish of Saint Gabriel, to the municipality of Saint Gabriel, county of Rimouski, 1512.

**NOTARIAL MINUTES APPLICATION FOR TRANSFER :—** By W. B. J. Reddy, 1512.

**PROCLAMATION :—** Parliament convoked, 1511.

**AUCTION SALE :—** Canadian Pacific Railway, 1521.

### SHERIFFS' SALES :

**ARTHABASKA :—** The School Commissioners of Kingsey vs Letarte, 1525.

**BEAUCÉ :—** Brochu vs Bisson, 1525.

**MONTREAL :—** Dupuy & Lefebvre vs Robson, 1525 ; Gouin vs Massé, 1526 ; The corporation of the village Delorimier vs heirs Rolland, 1527 ; The People's Mutual Building Society vs Brown, 1526.

**PONTIAC :—** Irwin vs Simpson, 1527.

QUÉBEC : —Joncas vs Guay, 1527.

RIMOUSKI : —Danjou vs héritiers Allard, 1528 ; La  
Cie Desjardins vs Rousseau, 1528.

SAINT-FRANÇOIS : —Planche & Coy vs Doherty,  
1529.

TROIS-RIVIÈRES : —Racine vs Grenier, 1529.

QUEBEC : —Joncas vs Guay, 1527.

RIMOUSKI : —Danjou vs heirs Allard, 1528 ; La Cie  
Desjardins vs Rousseau, 1528.

SAINT FRANCIS : —Planche & Coy vs Doherty,  
1529.

THREE RIVERS : —Racine vs Grenier, 1529.